



ÉCONOMIE | PAYS DE BREST

PREMIER SEMESTRE 2024:

UNE ÉCONOMIE QUI PLIE MAIS NE ROMPT PAS

#140 | Décembre 2024

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres clés du pays de Brest à la fin du 1^{er} semestre 2024

(Évolution par rapport au 1^{er} semestre 2023)

les **+** les **-** les **=**



36 % des chefs d'entreprises déclarent une baisse de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024 (+5 points par rapport au 1^{er} semestre 2023)

Source : CCI Finistère, Adeupa

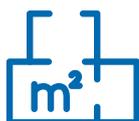
2 237 salariés privés supplémentaires (+2,1 % en un an (+1,1 % en Bretagne))

Source : Urssaf



En hausse significative :

- Autres services
- Autres industries
- Administration, santé, social



68 966 m² autorisés en immobilier d'entreprise +13 % en un an

Source : SDES Sit@del2



903 logements autorisés -2,5 % en un an

Source : SDES Sit@del2

20 288 déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 1^{er} semestre 2024 -5,8 % en un an (-4 % en Bretagne)

Source : Urssaf



93 procédures collectives au 1^{er} semestre 2024 (+21 % en un an)

Source : Capfinancials - Traitement Adeupa

6,1 % de taux de chômage au 2^e trimestre 2024 dans la zone d'emploi de Brest Stable sur un an (5,9 % en Bretagne)

Source : Insee



28 799 demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 2^e trimestre 2024 -2,2 % en un an (+1,3 % en Bretagne)

Source : Drets Bretagne



Focus : des liquidations et redressements judiciaires en hausse pour la quatrième année consécutive

93 procédures de liquidation et redressement judiciaire (+ 21 % sur un an)

9 ans : l'ancienneté moyenne des entreprises concernées par une procédure collective

En résumé

Le pays de Brest, malgré un contexte économique national et mondial incertain, fait preuve d'une certaine résilience. Certains indicateurs restent encore particulièrement bien orientés, à l'image de l'emploi salarié privé qui s'inscrit en forte progression au début de l'année, d'un taux de chômage historiquement bas et d'une demande d'emploi en recul. Pour autant, cela ne doit pas occulter les premiers signes d'un fléchissement de l'activité locale. En effet, les déclarations préalables à l'embauche sont marquées par un coup d'arrêt, le premier depuis la sortie de la crise sanitaire. Les procédures collectives sont en nette croissance et les ménages anticipent des mois difficiles, en limitant les produits d'investissement au profit d'une épargne défensive.

Activité économique

Un début d'année sous tension pour les entreprises

Les chefs d'entreprise bretons font part d'un début d'année 2024 plutôt difficile économiquement. 42,5 % des chefs d'entreprise ont observé une diminution de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2024, soit presque 4 points de plus qu'il y a 6 mois. Les indices de rentabilité et d'investissement demeurent également négatifs : 45,7 % des chefs d'entreprise bretons observent une baisse de la rentabilité (contre seulement 12,3 % en hausse) et 31,5 % déclarent

un recul de l'investissement, du fait d'une activité moindre et de taux d'intérêt encore élevés.

Dans le bassin de Brest, les indicateurs économiques sont globalement mieux orientés qu'au niveau régional. La part des dirigeants d'entreprises signalant une diminution de leur chiffre d'affaires au cours du premier semestre de 2024 s'élève à 36 %. Cette valeur est en hausse de 5 points par rapport au premier semestre de 2023, et d'un point par rapport au semestre précédent, alors que 26 % d'entre eux déclarent une augmentation. Le secteur commercial est le plus impacté (50 % déclarant

une baisse d'activité), tandis que celui de la construction est bien orienté (seulement 11 % exprimant un retrait). Face au recul de l'activité, les entreprises restent prudentes, avec un maintien des effectifs pour 83 % d'entre elles.

Malgré cela, le niveau d'investissement est orienté à la hausse avec un solde d'opinion¹ qui est passé de -10 points à +4 points depuis le second semestre 2023, tandis que ce solde reste négatif à l'échelle régionale. De même, le niveau de rentabilité s'améliore, bien qu'étant toujours négatif : 34 % ont déclaré une baisse de leur rentabilité, soit -6 points par rapport à fin 2023.

Pour les prochains mois, les prévisions des chefs d'entreprises sont plutôt optimistes, que ce soit en termes d'investissement (21 % anticipent une baisse contre 30 % fin 2023) ou de rentabilité (14 % prévoient une hausse de leur rentabilité, contre 10 % lors de la précédente enquête).

1. Différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et ceux ayant exprimé une opinion négative (baisse).

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES 2024-2025 : VERS UNE REPRISE ÉCONOMIQUE SUR FOND DE REFLUX DE L'INFLATION

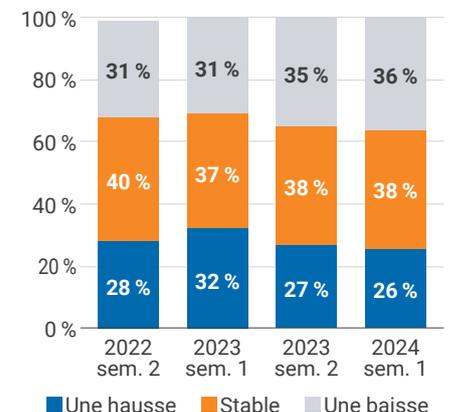


La Banque de France, par le biais de ses publications de prévisions macroéconomiques dans le cadre de l'Euro-système, prévoit dans son scénario central une sortie progressive de l'inflation sans récession, permettant une reprise de la croissance plus nette en 2025 et 2026.

Pour l'année 2024, la croissance resterait cependant modérée, à hauteur de 0,8 %, avant de se renforcer à 1,2 % en 2025 et 1,6 % en 2026, soutenue par la reprise de l'investissement privé et la détente des taux d'intérêt. L'emploi s'opérerait en ajustement retardé face au ralentissement de l'activité pour la fin d'année 2024, avant une augmentation transitoire du taux de chômage au cours de l'année 2025 et une reprise de l'activité et la baisse du taux de chômage à 7,6 % en fin d'année 2026.

Globalement, les projections macroéconomiques soulignent une sortie progressive et durable de la tendance inflationniste, favorisant la reprise de la consommation, face au rebond du pouvoir d'achat des ménages, ainsi que les investissements, favorisés par une détente des taux d'intérêt directeurs. Cependant, les projections pour les années 2025 et 2026 mettent en avant l'attention particulière à la réduction du déficit budgétaire, qui pourrait venir largement perturber les tendances.

Évolution du chiffre d'affaires



Source : CCI Finistère, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, Adeupa Brest-Bretagne

Un emploi salarié privé qui continue sur sa lancée record

Avec 2237 emplois salariés de plus au premier semestre 2024, le pays de Brest continue sa belle dynamique. En effet, avec une croissance des effectifs salariés de 2,1 % en un an et de près de 19 % en dix ans, le territoire atteint un nouveau record d'emploi. Cette trajectoire positionne le pays de Brest comme le troisième territoire breton le plus dynamique au premier semestre, derrière le pays de Brocéliande et de Fougères. Le rythme de croissance est largement supérieur à celui observé à l'échelon régional (+1,1 %) ou dans le pays de Rennes (+1,6 %).

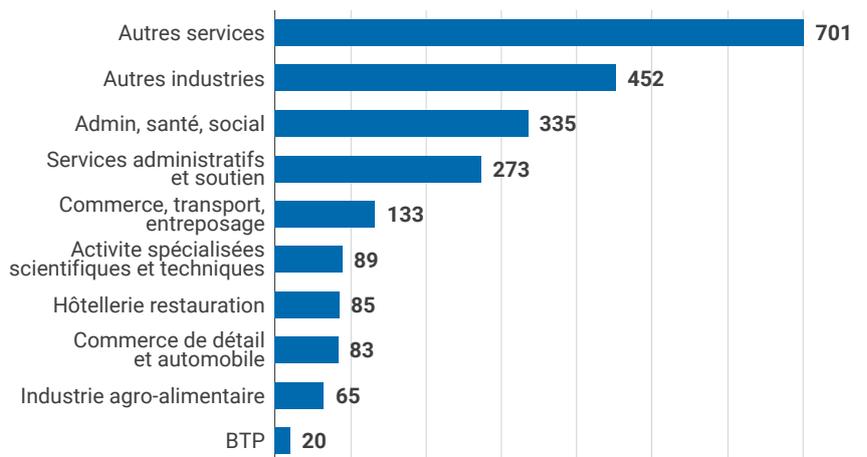
Si l'ensemble des secteurs d'activité connaissent une progression de leurs effectifs, les trajectoires sont cependant plus nuancées. Ainsi, avec une croissance des effectifs salariés limitée à 0,2 %, le BTP est le secteur le plus à la peine. Il est en effet particulièrement touché par un ralentissement de l'activité, en raison d'un certain nombre d'éléments concomitants (législation, difficultés de financement, difficultés de recrutement...). Cette tendance peu dynamique est également observée pour le commerce de détail et automobile (+0,6 %), compte tenu d'une consommation des ménages en berne, malgré des gains de pouvoirs d'achat en raison de la décrue de l'inflation lors des six premiers mois de l'année.

Inversement, le secteur des autres services (+4,4 %), des services administratifs et soutien (+4,2 %), ou des autres industries (+3,3 %), se portent particulièrement bien. L'administration, la santé et le social (+2 %) et l'industrie agro-alimentaire (+1,6 %) bénéficient également de gains d'emplois sur la période.

Au sein du pays de Brest, toutes les intercommunalités ne sont pas logées à la même enseigne. Les communautés de communes de

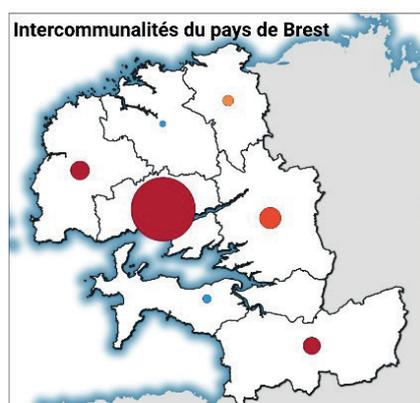
Pleyben-Châteaulin-Porzay (+2,7 %) et du Pays d'Iroise (+2,4 %), la communauté d'agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas (+2 %) et Brest métropole (+2,5 %) constituent les moteurs de la croissance d'emploi localement. A contrario, les territoires de la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime (-0,5 %), du Pays des Abers (-0,1 %) ou de Lesneven Côtes des Légendes (+0,8 %) s'inscrivent dans une moindre dynamique.

Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité entre les premiers semestres 2023 et 2024 dans le pays de Brest



Source : Acoess-Urssaf - Traitement : Adeupa

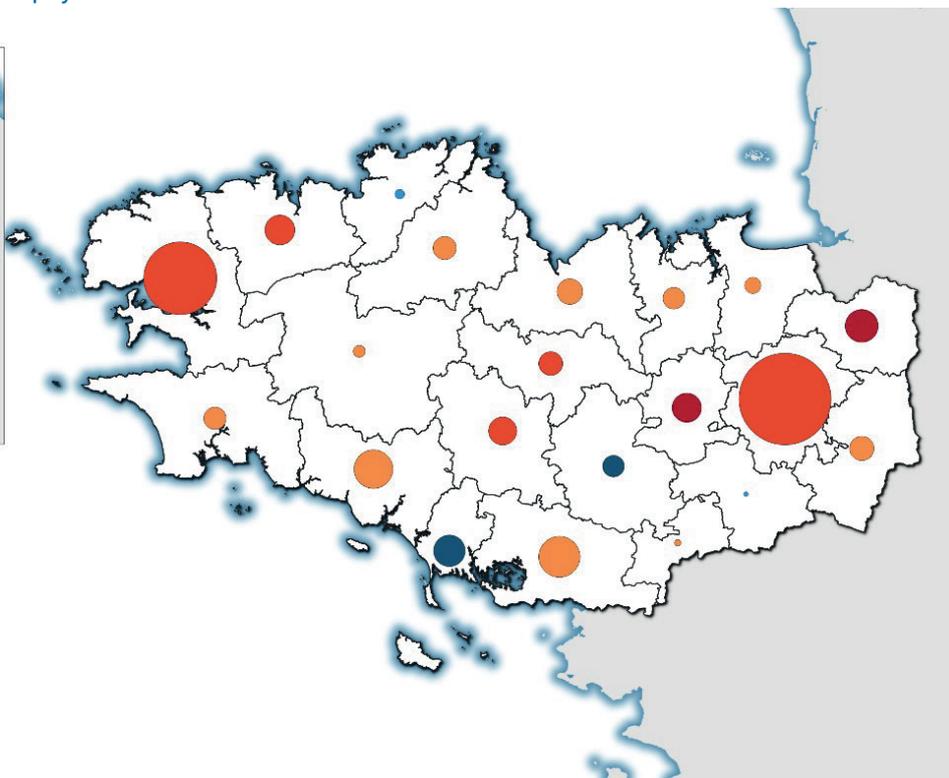
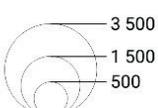
Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 2^d trimestres 2023 et 2024



Évolution en pourcentage

- > à 2,1 %
- de 1,31 % à 2,1 %
- de 0,00 % à 1,31 %
- de -1,03 % à 0,00 %
- < à -1,03 %

Évolution en volume



Un premier semestre porteur de projets tertiaires et publics

Près de 69 000 m² de locaux d'activités ont été autorisés dans le pays de Brest au cours du 1^{er} semestre 2024, en augmentation de 13 % en un an, soit un chiffre qui se situe dans la moyenne des années passées. Cette dynamique est intégralement portée par deux types de locaux professionnels : les services publics (30 600 m², en hausse de 246 % par rapport au 1^{er} semestre 2023) et les bureaux (14 900 m², en hausse de 122 %). Cependant, l'ensemble des autres catégories connaissent un fléchissement par rapport à l'année précédente, notamment les locaux industriels (-82 %). Au cours de cette période, 15 permis de plus de 1 000 m² ont été accordés.

Le permis le plus important du semestre concerne le projet de reconstruction de l'hôpital de Bohars dans le cadre de la recomposition de l'offre de soins en psychiatrie. Porté par le CHRU de Brest, le projet fait l'objet d'un investissement de 72 millions d'euros. Ce nouvel établissement s'implantera en lieu et place de l'hôpital actuel, sur une parcelle de 21 hectares, pour près de 15 000 m² de surface. Doté d'une capacité de 234 lits et 76 places, il se composera d'une agora, d'une zone médico-administrative, d'une unité de crise sanitaire, d'un internat, de trois secteurs dédiés aux adultes, d'un secteur de gérontopsychiatrie et de pédopsychiatrie. La première phase de démolition-reconstruction devrait se terminer d'ici fin 2028.

Un second permis de plus de 10 000 m² a été autorisé : l'îlot F, un nouveau programme tertiaire, d'habitat et une offre médico-sociale, dans le quartier des Capucins. Le projet est porté par le promoteur Réalités et le cabinet Herault Arnod Architectures, pour une livraison estimée à 2027. Il sera réparti en trois volumes : un bâtiment en R+17 (53 mètres de hauteur) pour 86 logements du T1 au T5, ainsi que deux autres bâtiments en R+7 (34 et 21 mètres) comportant des activités tertiaires (bureaux, pôles médical et paramédical, ...)².

Côté enseignement supérieur, la CCI Finistère poursuit la construction de son pôle supérieur du bâtiment intelligent de l'économie 4.0, sur le site du campus des métiers à Guipavas. Le nouveau centre de formation, d'une surface de 4 800 m², pourra accueillir jusqu'à 1 000 étudiants en alternance dans des formations opérées par le Cesi École d'ingénieurs et par Sup'Ifac de la CCI Finistère (niveau bac +2 à

bac +5). Une offre de formation qui se voudra en corrélation avec les PME du territoire qui ont besoin de compétences en automatisation, échanges de données, robotique, intelligence artificielle... Ainsi, le projet de 12,1 M€ est financé à hauteur de 7,9 M€ par la CCI, tandis que la région Bretagne, le conseil départemental du Finistère et Brest métropole contribuent à hauteur de 1,4 M€ chacun.

Enfin, le groupe B & B Hôtels va implanter son cinquième établissement brestois le long de la rue Émile Rousse (secteur boulevard de Plymouth) dans le cadre du programme « Le grand mât », sur un ensemble de 3 200 m². 85 chambres d'hôtel y sont prévues, adossées à un programme de construction de commerces et de bureaux.

Le permis le plus important du semestre concerne le projet de reconstruction de l'hôpital de Bohars

Principaux permis déposés au cours du 1^{er} semestre 2024 (surface autorisée > 2 300 m²)



- **Hôpital psychiatrique de Bohars, rue de Plou-dalmézeau, Bohars**, 14 686 m² (bureaux, commerce, service public de santé)



- **L'îlot F des Capucins, rue du Cap Nord, Brest**, 11 815 m² (hébergement, bureaux, santé)



- **Pôle supérieur du bâtiment intelligent de l'économie 4.0, site du campus des métiers, Guipavas**, 4 812 m², (service public : enseignement supérieur)

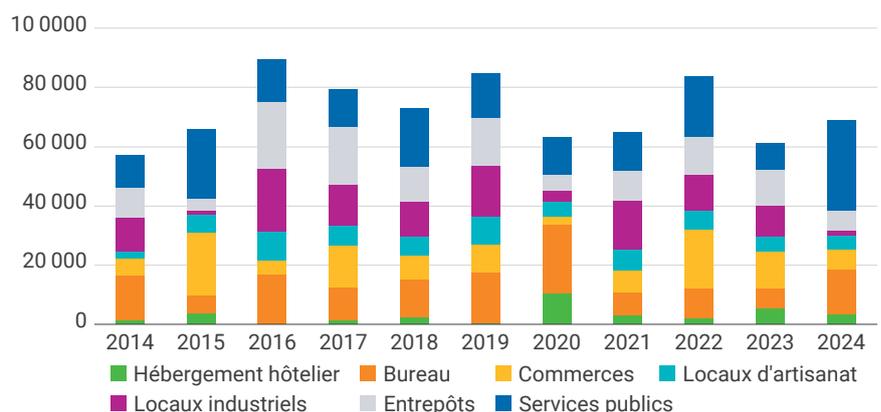


- **Le Grand Mât, rue Émile Rousse, Brest**, 3 203 m² (hébergement hôtelier, bureaux, commerce)



- **Rue Henri Becquerel, Gouesnou**, 2 669 m² (artisanat)
- **ZI de Keriel, Plouédern**, 2 371 m² (entrepôt)

Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 1^{er} semestre dans le pays de Brest



2. Source : L'îlot F : un nouveau programme tertiaire aux Capucins (brest-bma.fr).

Source : SDES Sit@del2

Un trafic au port de commerce en léger recul

Après une progression de 6 % en 2023, le trafic baisse de 3 %.

Le poste des vracs solides non agroalimentaires a augmenté de 2 %. La hausse des échanges de ciment (+56 %), de copeaux de bois (+41 %) et de sable (+13 %) a permis de compenser le recul du trafic de ferrailles (-27 %).

Le trafic de graines de colza a diminué de 43 %, celui de tourteaux de colza de 90 %. Après un tonnage de près de 18 000 tonnes au 1^{er} semestre 2023, aucun échange de tourteaux de soja n'a été enregistré en 2024. Le poste « huiles de soja et colza » a progressé de 9 %. Globalement, les échanges de matières premières agricoles ont reculé de 7 %. Les importations de carburant sont stables.

Le trafic conteneurs a encore progressé (+3 %), mais plus modérément qu'en 2023 (+32 %). Malgré une baisse de 71 % des échanges de poudre de lait en conteneurs, ceux de viandes congelées ont poursuivi leur croissance (+23 %).

Parmi les marchandises diverses, et après la fin des travaux du parc éolien en mer de Saint-Brieuc, le trafic « éléments EMR » doit redémarrer au second semestre 2024. Au second semestre 2023, il s'élevait à 23 157 tonnes.

- **Trafic : 1,293 Mt** sur le 1^{er} semestre (-3 %)

Aéroport Brest Bretagne : hausse du trafic

Après une stabilité en 2023, le trafic passager de l'aéroport Brest Bretagne est en progression de 10 %.

Vers Paris, la fréquentation a fortement diminué (-11,5 %), en raison de l'absence de vols vers Orly.

Le trafic passager vers les autres destinations nationales est globalement stable. À noter cependant une baisse de fréquentation vers Lyon (-32,4 %) et Nice (-56,3 %) en raison de l'arrêt des vols d'EasyJet. À l'inverse, le trafic vers Marseille (+39,4 %) et Toulouse (multipliée par 5) progresse grâce au développement de l'offre de Volotea et Transavia.

Sur le réseau européen, l'arrivée d'un avion basé par Volotea en avril 2024 et l'ouverture de 8 nouvelles lignes directes (Espagne, Italie, Portugal, Grèce) a permis de multiplier le nombre de passagers transportés par 4.

À l'international, la desserte de Marrakech a apporté 7 000 passagers supplémentaires pendant le 1^{er} semestre 2024.

Le nombre de passagers des vols vacances s'est accru de 17,5 %. La diversification des destinations explique cette progression.

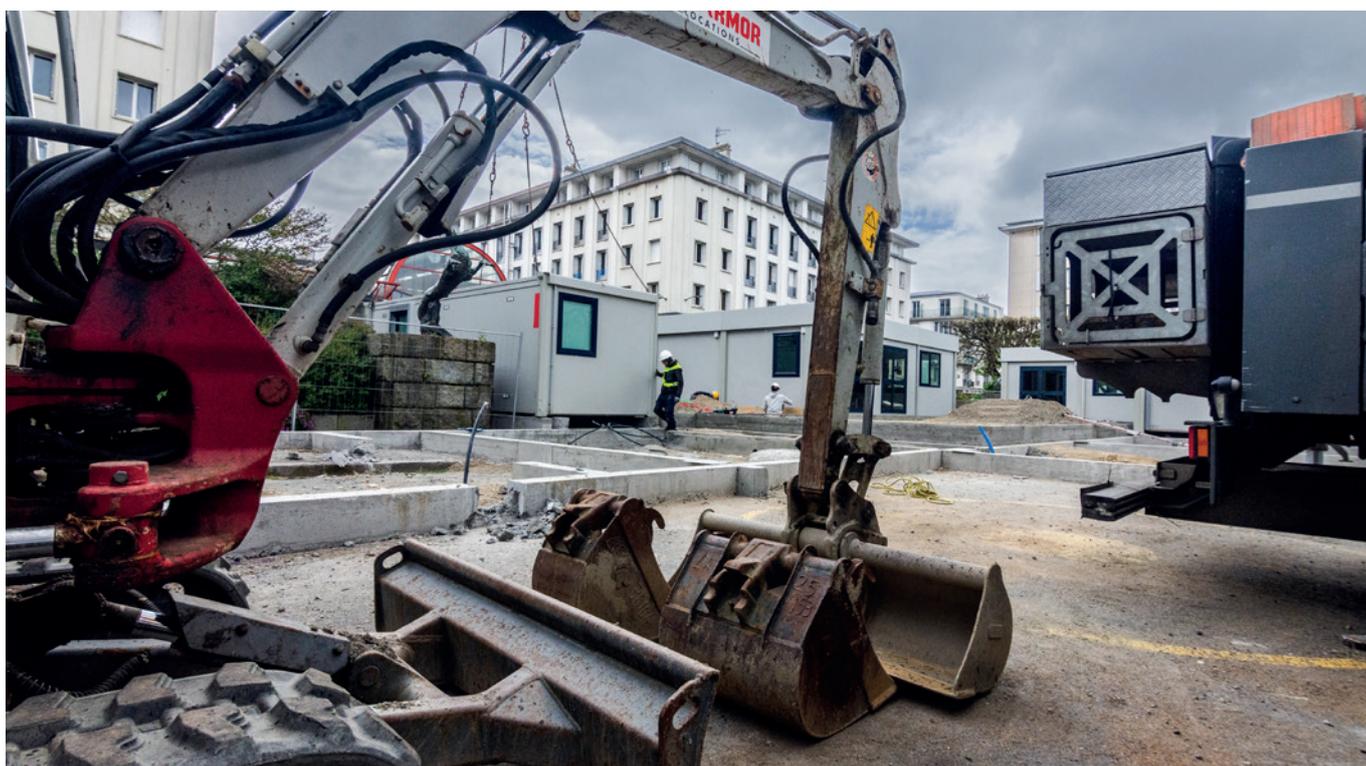
- **Mouvements commerciaux** : -10 % sur le 1^{er} semestre
- **421 107 passagers** sur le 1^{er} semestre (+9,9 %)
- **1^{er} aéroport de Bretagne**

Réparation navale civile : une activité toujours en progression

Depuis 2021, l'activité de réparation navale continue de progresser. Au 1^{er} semestre 2024, malgré une légère baisse du nombre de navires en cale sèche (18 contre 22 en 2023), 17 navires ont été accueillis à quai, soit 8 de plus que l'année précédente.

Le nombre d'heures de grues est en hausse : 5 378 heures, contre 5 189 en 2023.

- **35 navires traités** au 1^{er} semestre (contre 31 en 2023)
- **5 378 heures de grues** au 1^{er} semestre, soit +4 % par rapport à 2023



Crédit : Damien Goret-Brest métropole

Focus: liquidations et redressements judiciaires

Contexte national et régional

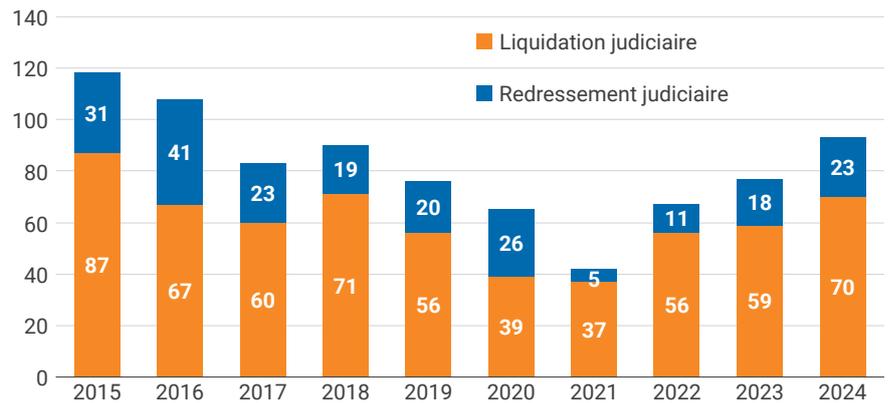
Depuis un point bas en 2021, la France fait face à une forte poussée des liquidations et redressements judiciaires. Le premier semestre 2024 ne déroge pas à la tendance : plus de 33 000 défaillances d'entreprises sont comptabilisées, soit une hausse de 18 % par rapport à la même période de 2023. Au total, ce sont près de 102 500 emplois qui se retrouvent menacés dans l'hexagone. Malgré tout, cette croissance continue semble en phase de décélération. La hausse est ramenée à +23 % au deuxième trimestre 2024 alors qu'elle était de 35 % en 2023 et de 49 % en 2022. Les TPE (très petites entreprises, comptant moins de 10 salariés) représentent toujours l'écrasante majorité des défaillances observées, avec plus de 90 % des cas. Cependant, les procédures de moyennes et grandes entreprises (PME-ETI) atteignent également des niveaux inquiétants. Selon le groupe BPCE, 5 349 défaillances de PME-ETI sont enregistrées entre le quatrième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2024, soit trois fois plus qu'en 2021. Signal d'alerte supplémentaire, plus de la moitié des entreprises ont plus de 10 ans. Le tissu productif est donc touché en profondeur, un grand nombre de structures robustes et anciennes n'arrivent plus à faire face.

Selon les données du conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ), ce sont les activités immobilières qui enregistrent la plus forte hausse du premier trimestre 2024 (+69 % par rapport à 2022). Les secteurs de la construction, du commerce ainsi que les services administratifs et de soutien sont également en difficulté.

La Bretagne connaît elle aussi une progression des défaillances, qui s'élèvent à 1 260 au premier semestre 2024 contre 1 069 à la même période de 2023 (+18 %). Cette hausse moindre qu'à l'échelle nationale au second trimestre 2024 (+21 % en Bretagne contre +23 % en France) est similaire aux régions Grand Est et Paca.

Plusieurs facteurs expliquent cette poussée des défaillances. Alors que la croissance économique s'affaïsse de plus en plus, l'inflation (notamment la hausse des prix de l'énergie) fait peser des charges supplémentaires pour les entreprises et contribue à la réduction de la consommation des ménages (diminution du pouvoir d'achat, épargne défensive). Cette conjoncture défavorable s'accompagne d'une difficulté structurelle : celle de l'après-covid. En effet, les années post-covid constituent

Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement au 1^{er} semestre dans le pays de Brest



Source : Capfinancials - Traitement Adeupa

une anomalie. Selon Altares, plus de 50 000 défaillances d'entreprises y ont été évitées grâce aux aides étatiques. Le gouvernement a mis en œuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros (prêt garanti par l'État-PGE). Le dispositif pèse sur les finances des entreprises, d'autant qu'il s'agit d'une dette dite « improductive » n'ayant pas pour but de développer l'activité, mais uniquement de maintenir l'entreprise dans un contexte de crise. Ainsi, bon nombre d'entreprises ont été maintenues à flot, même celles qui auraient pu disparaître dans un contexte classique, et peinent à se relever aujourd'hui.

Un nombre de procédures collectives qui augmente dans le pays de Brest

Le pays de Brest connaît, au premier semestre 2024, une nouvelle accélération des défaillances d'entreprises avec 93 procédures collectives (dont 70 liquidations judiciaires). Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2016, où 108 procédures avaient été ouvertes. Contrairement à l'échelon national, la hausse observée entre le premier semestre 2024 et le premier semestre 2023 (+21 %) est supérieure à celle observée entre les premiers semestres 2022 et 2023 (+15 %).

Au total, plus de 130 emplois sont concernés par une procédure de liquidation judiciaire, dont 60 % sont localisés dans des établissements de Brest métropole (77 emplois). Dans la CA du Pays de Landerneau-Daoulas, 25 emplois sont visés dans 7 établissements concernés par une procédure

de liquidation. Les territoires les plus épargnés sont la CC Lesneven Côte des Légendes (deux entreprises concernées) et la CC du Pays des Abers (une entreprise).

La majorité des établissements touchés sont des TPE. Cependant, 5 entreprises employant plus de 10 salariés sont aussi concernées par une procédure collective, qui représentent, à elles seules, une centaine de salariés.

Trois secteurs sont particulièrement exposés : celui de la construction (menuiserie et maçonnerie notamment) qui représente 20 % des entreprises pour 63 emplois, celui de la restauration qui représente également 20 % des entreprises pour 43 emplois, et celui du commerce de détail (14 entreprises pour 29 emplois). L'ensemble de ces entreprises ont en moyenne 9 ans d'existence.

Quelles perspectives à court et moyen terme ?

À la vue des tendances actuelles, le nombre de défaillances d'entreprises en France en 2024 devrait s'approcher de son record, s'établissant à 64 000. Selon Altares, les signaux positifs observés au cours du premier semestre, notamment un certain nombre d'activités en B2C mieux orientées qu'auparavant, pourraient laisser envisager un ralentissement plus franc des défaillances dans les mois à venir. Un plateau pourrait donc être atteint cette année. Cependant, sans amélioration nette de la conjoncture, de nombreuses entreprises fragilisées par la « dette covid » resteraient en difficulté, notamment certaines PME de taille « moyenne » n'ayant pas la structure financière suffisante pour pouvoir rivaliser sur les appels d'offres et financer leur développement.

Marché de l'emploi

Un taux de chômage qui se maintient à un faible niveau

Au second semestre 2024, le taux de chômage s'élève à 6,1 % dans la zone d'emploi de Brest, un taux stable sur un an, et en recul de 0,1 point sur un trimestre. Ce taux de chômage particulièrement bas dans la zone d'emploi de Brest est observé depuis le 4^e trimestre 2021 : il oscille depuis à des valeurs comprises entre 5,9 % et 6,3 %, constituant ainsi une sorte de plateau. Cette tendance, particulièrement favorable, n'avait jamais été constatée sur le territoire et il faut remonter à 2008 pour retrouver un niveau aussi faible (6,3 % deux trimestres consécutifs au début d'année 2008). Cette trajectoire en « plateau » n'est pas spécifique à la zone d'emploi de Brest, et est ainsi constatée à Rennes, Quimper, Saint-Brieuc, Lannion...

Globalement, la trajectoire du chômage en

Bretagne apparaît favorable, avec un taux enregistré à 5,9 % au second trimestre 2024. C'est ainsi la seconde région de France avec

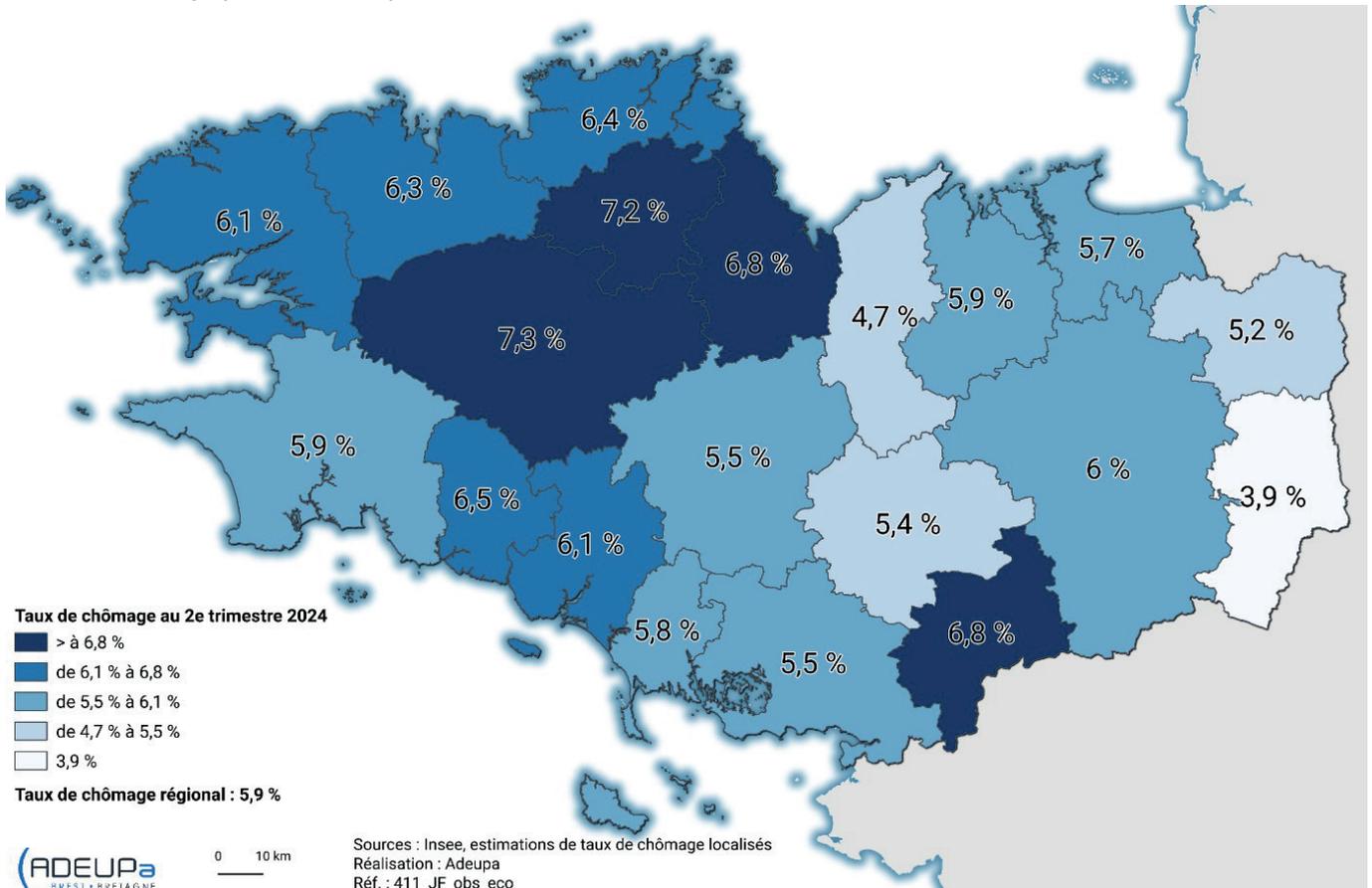
le taux de chômage le plus faible, derrière les Pays de la Loire.

Taux de chômage enregistré dans la zone d'emploi de Brest entre le 1^{er} trimestre 2003 et le 2^e trimestre 2024



Source : Insee - Traitement : Adeupa

Taux de chômage par zone d'emploi au 2^d trimestre 2024



Après une période de stabilité, des embauches en diminution sur un an

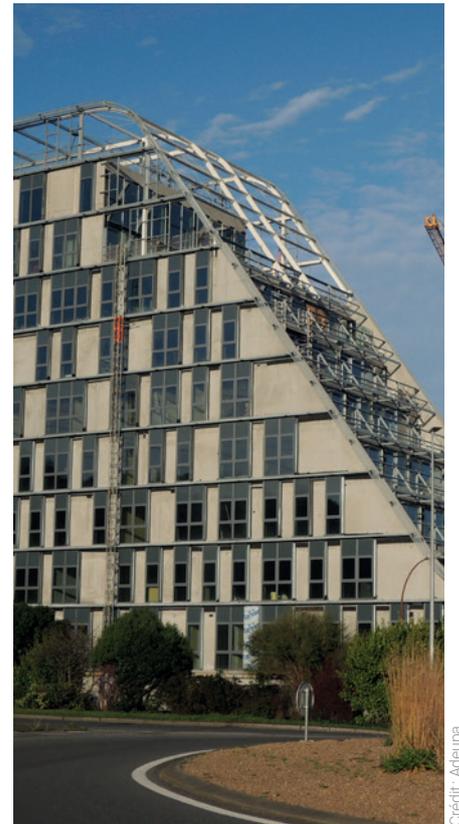
Après une période de stabilité, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois est en recul dans le pays de Brest, entre les premiers semestres 2023 et 2024. Ainsi, 1 249 DPAE sont dénombrées en moins, soit une baisse de 5,8 %. Une trajectoire plutôt défavorable comparativement à l'échelon régional, où les déclarations préalables à l'embauche reculent de 4 % du fait des difficultés rencontrées dans les secteurs du BTP (-8,9 %) et du commerce (-6,3 %). Seule l'industrie semble stabiliser ses niveaux de recrutements (-0,4 %).

Localement, la quasi-intégralité des secteurs sont en recul, tout particulièrement le commerce qui, après un rebond au dernier semestre, diminue de 16 points. Le BTP et l'hôtellerie-restauration sont également à la peine (-6,7 % et -6,2 %), alors que l'industrie connaît un rebond de 2,2 points, porté notamment par une forte hausse des recrutements en CDI (+6 %).

D'importantes disparités sont constatées entre intercommunalités. La métropole brestoise connaît la plus forte chute des DPAE au

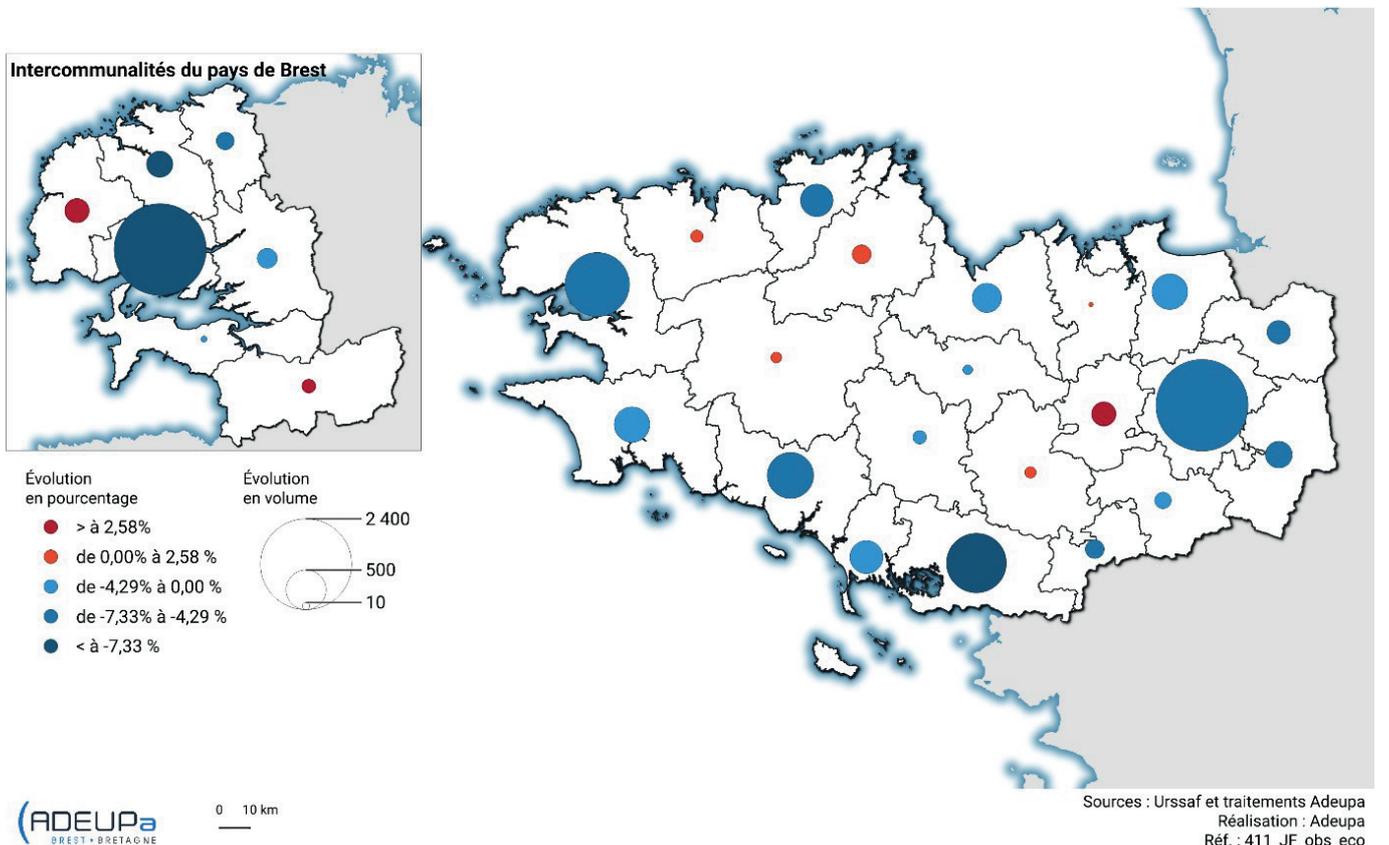
premier semestre 2024 (-9,2 %), avec un net recul dans le commerce (-25 %) tandis que l'industrie se stabilise. La CC du Pays des Abers est également en difficulté (-8,3 %), subissant de plein fouet la crise du BTP, filière dans laquelle les embauches reculent localement de 24 %. Parallèlement, le pays d'Iroise s'inscrit dans une dynamique très favorable, avec une hausse des DPAE de 11,4 %, portée par l'industrie (+37 %) et les autres services (+32 %). La CC Pleyben-Châteaulin-Porzay connaît également une trajectoire positive, avec des DPAE en hausse de 5,9 %.

Le mouvement d'érosion s'explique à la fois par un recul des recrutements en CDI (-6,2 %) et des CDD d'une durée supérieure à un mois (-5,4 %). Cependant, on note des différences entre secteurs, notamment dans le BTP où les recrutements en CDI baissent de près de 10 % contre -1,4 % pour les CDD longs. Compte tenu du climat d'incertitude, les entreprises du secteur privilégient les contrats courts qui offrent une plus grande souplesse en cas de forte baisse de l'activité.



Crédit : Adeupa

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 1^{ers} semestres 2023 et 2024



Un marché du travail moins porteur, mais qui ne se retourne pas

Alors que le précédent semestre était caractérisé par une recrudescence du nombre de demandeurs et demandeuses d'emploi sur le pays de Brest, le premier semestre 2024 est marqué par un fort recul de la demande d'emploi de catégorie A (-2,2 %). La trajectoire opérée s'inscrit dans la dynamique observée à l'échelon départemental (-2,3 %), alors que la dynamique régionale semble s'éroder (-0,2 %). Au sein de la région Bretagne, les évolutions ne sont pas homogènes, puisque si le Finistère bénéficie d'un marché du travail favorable, l'Est semble plus en difficulté, avec une croissance du nombre de demandeurs d'emploi (+2,3 % en Ille-et-Vilaine), notamment dans l'autre bassin métropolitain, le pays de Rennes (+3,4 %). Bien que toutes les catégories de demandeurs profitent de cette tendance favorable, ce n'est pas le cas pour les jeunes de moins de 26 ans, dont le nombre a augmenté de 0,4 % sur un an,

comme au semestre précédent. Rappelons que ce sont généralement les plus exposés sur le marché du travail lorsque l'activité économique se replie.

Toutes catégories de demandeurs d'emplois confondues (A, B et C), la trajectoire est plus nuancée. Elle s'établit en légère croissance (+0,5 %), une dynamique comparable à celle du département (+0,6 %), et inférieure à celle observée à l'échelon régional (+1,3 %). La transformation de Pôle emploi en France Travail au premier janvier 2024 a pu entraîner une reclassification de certains demandeurs d'emploi. Ces changements administratifs peuvent temporairement augmenter le nombre de personnes inscrites dans les catégories A, B et C. Cependant, au regard du contexte économique, et considérant que les demandeurs d'emploi des catégories B et C travaillent partiellement, l'augmentation de leur nombre reflète une certaine précarisation croissante de l'emploi, avec de plus en plus de personnes exerçant des activités réduites et cherchant à améliorer leur situation.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest :

13 344 demandeurs d'emploi de catégorie A (-2,2 % en un an; -0,2 % en Bretagne)

28 799 demandeurs d'emploi de catégories ABC (+0,5 % en un an; +1,3 % en Bretagne)

Évolution de la demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les demandeurs d'emploi de longue durée > 3 ans (-15,3 %; -9,8 % en Bretagne)

Les travailleurs handicapés (-2,0 %; +0,8 % en Bretagne)

Les femmes (-1,9 %; -1,8 % en Bretagne)

Les jeunes de moins de 26 ans (+0,4 %; +3,6 % en Bretagne)

Source : Dares - France Travail, STMT - Traitement Dreets Bretagne

Ménages

En France, en juin 2024, la confiance des ménages s'est repliée, selon l'Insee³. Avec un indicateur évalué à 89, il baisse ainsi d'un point comparativement au mois précédent, où il était en croissance pour le troisième mois consécutif, après un début d'année particulièrement peu encourageant. Notons qu'il reste tout de même bien en dessous de sa moyenne de longue période, évalué à 100 entre 1987 et 2023, conséquence directe du climat économique et géopolitique tendu. Le solde d'opinion des ménages concernant les perspectives d'évolution de leur situation financière est en forte baisse de quatre points.

3. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et capacité d'épargne future.

Face à l'incertitude, moins d'investissements, plus d'épargne

Au regard du contexte économique global qui se tend, et d'un marché de l'immobilier qui s'est crispé, une dégradation de l'investissement des ménages est observée en Finistère, au profit d'une épargne de protection. Celle-ci est confortée par la rémunération encore favorable des livrets à vue sur la première partie de l'année 2024. L'épargne à vue, ou courte, est un placement réalisé sur des produits bancaires dont le fonds peut être disponible à tout moment, sans préavis ni justification. Elle obéit souvent à des motifs de précaution devant les risques de perte d'emploi ou de baisse de revenu. Cette situation n'est cependant pas spécifique aux ménages de la pointe bretonne, et est constatée ailleurs sur le territoire national.

En Finistère, alors que les ménages s'étaient constitués une importante épargne au cours de la crise sanitaire, et qu'ils avaient commencé à l'utiliser pour faire face à l'inflation galopante en 2022 et 2023, le retour de l'épargne de précaution réapparaît à la fin du premier semestre 2024. Ainsi, les dépôts à vue ont fortement progressé entre mai et juin 2024 (+3,5 %), dopés notamment par les fonds déposés sur les livrets d'épargne populaire ou le livret de développement durable, dont la rémunération, basée sur l'inflation, était particulièrement favorable. Pour le livret d'épargne populaire, les

fonds stockés ont progressé de 31 % entre juin 2023 et 2024.

Inversement, l'investissement des ménages dans l'immobilier, via le recours à des crédits ou à l'épargne logement, s'est rétracté sur la première partie de l'année 2024. Les coûts de financements des crédits étaient encore particulièrement importants sur les six premiers mois de l'année. En effet, il a fallu attendre la fin du premier semestre pour voir une première baisse des taux directeurs de la part de la Banque centrale européenne. Les placements financiers sur les plans d'épargne logement sont, quant à eux, en fort recul, à près de 12 % de moins sur un an entre juin 2023 et 2024.

« Une dégradation de l'investissement des ménages est observée en Finistère »

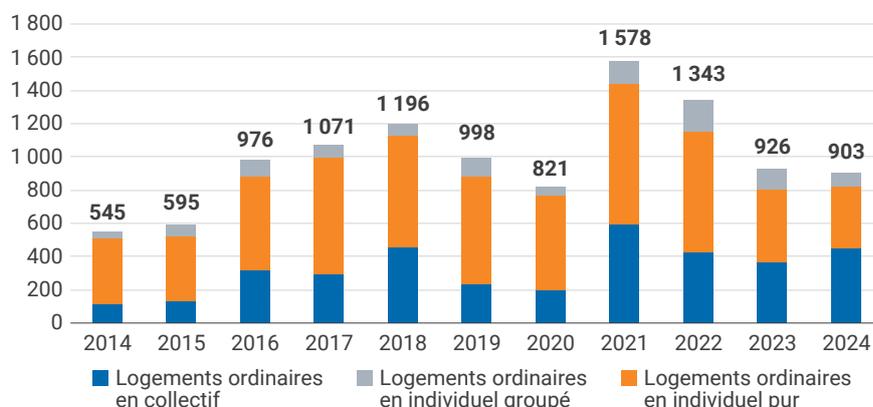
Un recul du logement individuel qui se poursuit

Au premier semestre 2024, le nombre de logements autorisés (903) est en très léger recul dans le pays de Brest comparativement au premier semestre 2023 (926, soit 2,5 % de moins). Cette tendance à la baisse, entamée depuis 2021, semble désormais ralentir.

Le poids du logement individuel pur continue de se réduire. Avec 371 autorisations, il ne représente plus que 41 % de l'ensemble des permis, contre 54 % en moyenne sur les 10 dernières années, et même 60 % en 2020. L'individuel groupé est également en diminution, passant sous la barre des 100 autorisations (81 contre 117 au premier semestre 2023). Parallèlement, le logement ordinaire collectif continue de s'affirmer comme typologie majoritaire de permis délivrés : 451 autorisations, soit 50 % du total.

On compte ce semestre plusieurs projets de résidences en logement collectif. À Brest, la future résidence « Sequoia » dans le quartier des Capucins proposera 86 appartements, avec une ouverture prévue au troisième semestre 2027. À Guipavas, pour faire face à la saturation du parc privé, BMH lance la construction de 72 logements sociaux à l'emplacement de l'ancienne résidence seniors de Kerivoas. D'autres projets d'une trentaine de logements sont également à l'ordre du jour dans les communes de Landemeau, Ploudalmézeau et Milizac-Guipronvel.

Nombre de logements ordinaires autorisés au 1^{er} semestre dans le pays de Brest



Source : SDES Sit@del2, traitement : Adeupa

À Brest, la future résidence « Sequoia » dans le quartier des Capucins proposera 86 appartements, avec une ouverture prévue au troisième semestre 2027.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[Tableau de bord : conjoncture économique du bassin de Brest au 1^{er} semestre 2024](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 1^{er} semestre 2024](#)



[Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1^{er} semestre 2024](#)



[Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au 1^{er} semestre 2024](#)

Et ailleurs

• Banque de France : [Tendances régionales : Bretagne - juin 2024 | Banque de France](#)

• Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : [Tableau de bord de la conjoncture : Bretagne | Insee](#)

LES OBSERVATOIRES | TOURISME

Direction de la publication : François Rivoal | Réalisation : François Le Pellec, Glen Joncour, Éric Stéphan (CCI Finistère)

Cartographie : Julien Florant | Relecture : Magali Can

Mise en page : Dynamo +

Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél. : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : décembre 2024

ISSN : 2425-9608 | Réf : 24-226 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE